



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 13/10/2023

Reçu en préfecture le 13/10/2023

Publié le 13/10/2023



ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_135-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le neuf octobre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 3 octobre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Gilles BELLIERE
Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Isabelle CREVEL donne pouvoir à Sylvain CORNETTE
Thierry GOUMENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 9 octobre 2023

Envoyé en préfecture le 13/10/2023
Reçu en préfecture le 13/10/2023
Publié le 13/10/2023
ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_135-DE



M_DL231009_135

CONSEIL MUNICIPAL - DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE - CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - ARTICLE L.2122-22 - MODIFICATION PARTIELLE DE L'AUTORISATION

M Jérôme DUBOST, Maire - L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet au Maire, par délégation du Conseil Municipal, d'être en charge, en tout ou partie et pour la durée du mandat de délégations.

Ces délégations sont exercées sous la forme de « DECISIONS » et sont exclusives, ce qui signifie que dès lors que le Conseil Municipal les a accordées, il ne peut plus délibérer sur le sujet concerné.

Cette délibération doit obligatoirement comporter des bornes qui en limitent le champ.

Suite à l'augmentation importante des taux d'intérêt, il convient d'actualiser le point 2 afin de tenir compte de la réalité financière actuelle. La délégation votée en 2020 et 2022, alors que les taux d'intérêt étaient faibles voire nuls est aujourd'hui inadaptée à la fois pour les emprunts classiques et les lignes de trésorerie. L'objectif de la délibération, prise par la plupart des villes est, en dehors de la volonté d'alléger les ordres du jour des Conseils Municipaux et de rendre notre collectivité plus réactive aux événements qui ne sont pas toujours prévisibles (urbanisme, marchés financiers, procédures au tribunal, etc...).

Il convient également détailler cette délégation accordée au maire pour réaliser les emprunts en créant une délégation spécifique en matière de gestion de la dette.

Il est donc proposé au conseil municipal de:

- modifier les points 2) et 20) de la délibération n°2022.10/122 du 10 octobre 2022 relative à la délégation « générale » du conseil municipal au maire ;
- créer une délégation spécifique du conseil municipal au maire en matière de gestion de la dette ;

De ce fait seront modifiés les points 2) et 20) de la délibération 2022.10/122 du 10 octobre 2022 sachant que les autres points 1) 3) 4) 5) 6) 7) 8) 9) 10) 11) 12) 13) 14) 15) 16) 17) 18) 19) 21) 22) 23) 24) 25) 26) et 27) restent inchangés.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L. 1413-1 ; L. 2122-17 ; L. 2122-18 ; L. 2122-19 ; L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

VU le Code de la commande publique ;

VU la loi 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit ;

VU la loi 2022-17 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU les délibérations n°2020.05/46 du 26 mai 2020 et 2022.10/122 du 10 octobre 2022.

VU la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ;

CONSIDÉRANT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Que, conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie et pour la durée de son mandat, de délégations ;
- Que, conformément à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargé de saisir, pour avis, la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de tout projet de délégation de services publics ou contrat de partenariat, avant que le Conseil Municipal ne se prononce ;
- Que, compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Ville du Montivilliers souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses ;
- Que la Ville souhaite également contracter des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée ;
- Que la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics préconise de redéfinir annuellement la délégation accordée au maire en matière de gestion de la dette ;
- Qu'au vu de ces éléments, il est proposé :
 - de procéder à la délégation au maire des dispositions relatives à la gestion de la dette, étant précisé que le conseil municipal peut, à tout instant mettre fin à cette délégation ;
 - de décider, qu'en cas d'absence ou de tout autre empêchement du maire dans les conditions de l'article L. 2122-17 du code général des collectivités territoriales, la présente délégation sera exercée par un adjoint dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller municipal pris dans l'ordre du tableau ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De modifier** les points 2) et 20) de la délibération n°2022.10/122 du 10 octobre 2022 de la façon suivante :

2) Procéder, dans la limite de la recette d'emprunt décidée lors du vote des décisions budgétaires, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au -a- de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du -c- de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les taux des emprunts à taux fixe ne devront pas excéder celui du livret A majoré de 5 points de % et la marge sur taux indexés ne devra pas excéder 2,50 %.

20) Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 1 500 000 €.

- **D'approuver**, la délégation spécifique du conseil municipal au Maire en matière de gestion de la dette pour la période 2023 – 2026 comme suit :

La charte de bonne conduite (Charte GISSLER) conclue entre les principaux établissements bancaires et les représentants des collectivités locales a défini une double échelle de cotation des risques inhérents à la dette des collectivités territoriales qui repose sur :

- Les indices souscrits : le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents varie de 1 à 5. Les indices de la zone Euro (Euribor, CMS, EURS, etc..) sont ainsi considérés de risque minimum (risque 1) quand les écarts entre indices hors zone euros présentent le risque maximum (risque 5).

Risque d'indices sous-jacents :

- 1 : Indices zone euro
- 2 : Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices
- 3 : Ecart d'indices zone euro
- 4 : Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro
- 5 : Ecart d'indices hors zone euro
- 6 : Autres indices

- La structure de l'emprunt : le risque lié à la structure du produit est classé dans l'ordre croissant de A à E; plus la structure est dynamique, plus le produit sera considéré comme risqué.

Risque de structures

- A : Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) ;
- B : Barrière simple. Pas d'effet levier.
- C : Option d'échange (swaption)
- D : Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé
- E : Multiplicateur jusqu'à 5
- F : Autres types de structures

S'inscrivant dans son prolongement, la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales, préconise une meilleure information des assemblées délibérantes à travers un rapport sur l'état et l'évolution de la dette.

La délégation accordée au maire en matière de gestion de la dette s'inscrira dans le cadre de la stratégie d'endettement de la ville de Montivilliers qui poursuit trois objectifs :

- sécuriser les financements pour assurer l'équilibre budgétaire et la solvabilité de la collectivité,
- minimiser les frais financiers,
- réduire le risque pesant sur l'encours de la collectivité.

Afin de réaliser tout investissement inscrit au budget de Montivilliers, qu'il relève du budget principal ou d'un budget annexe, l'assemblée délibérante délègue au Maire les attributions suivantes en matière de gestion de la dette afin qu'il puisse recourir à :

1. Des produits de financement : dans la limite de la recette d'emprunt décidée lors du vote des décisions budgétaires, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget

Dans un souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010, la présente délégation autorise le Maire à recourir à des produits de financement, notamment :

- les emprunts obligataires ;
- les emprunts « classiques », avec ou sans option de tirage sur ligne de trésorerie, indexés sur taux fixe ou taux variable sans structuration ;
- les barrières simples sur Euribor ou EONIA et ses dérivés.

Dans la continuité de sa stratégie d'endettement antérieure, le Maire privilégiera le niveau 1-A ; en tout état de cause il ne souscrira pas aux produits positionnés sur les risques d'indices sous-jacents et de structures les plus élevés. Il proscrira ainsi les niveaux 3, 4, 5, 6 et D, E, F de la classification des risques.

Les index de référence des contrats d'emprunt pourront être ceux communément utilisés sur le marché financier, notamment :

- les index monétaires : l'EURIBOR, l'EONIA, le T4M, le TAM, le TAG
- les index obligataires : le TMO, TEC, TME, l'OAT
- le taux du livret A

Envoyé en préfecture le 13/10/2023

Reçu en préfecture le 13/10/2023

Publié le 13/10/2023

ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_135-DE



La durée des produits de financement ne pourra excéder 30 années ni les taux fixés préalablement dans la délibération à savoir que les taux des emprunts à taux fixe ne devront pas excéder celui du livret A majoré de 5 points de % et la marge sur taux indexés ne devra pas excéder 2,50 %.

Les contrats d'emprunt pourront notamment comporter une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- la faculté de passer, une ou plusieurs fois, du taux variable au taux fixe ou inversement du taux fixe au taux variable,
- la possibilité de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt,
- des droits de tirages avec possibilité de remboursement anticipé et/ou de consolidation,
- la faculté d'allonger la durée du prêt dans la limite maximum d'un exercice budgétaire supplémentaire,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la consultation d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers. Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

En effet, la gestion active de la dette et de la trésorerie pourrait nécessiter le recours au remboursement anticipé d'emprunts, qui pourrait être total ou partiel, définitif ou temporaire.

Par ailleurs, la renégociation d'un prêt existant (baisse de taux, baisse de marge sur index) et le réaménagement de l'encours de la dette (changement d'index, modification de la durée résiduelle, compactage...) pourront conduire au remboursement par anticipation du contrat et éventuellement à un contrat de refinancement.

2. Des instruments de couverture : dans la limite du capital restant du de la commune

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations sur le marché, le Maire pourra recourir à des instruments de couverture afin de protéger la ville de Montivilliers contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses, et d'optimiser ce faisant le coût de la dette. Ainsi, il peut décider, dans le souci d'optimiser la gestion de la dette et dans le cadre des dispositions de la circulaire interministérielle du 25 juin 2010 :

- de modifier des types de taux avec les contrats de SWAPS : ils permettent de transformer un emprunt à taux variable en un emprunt à taux fixe, ou vice versa, et ceci indépendamment de l'emprunt initial, que ce soit au niveau du prêteur, du profil d'amortissement ou de l'échéance. Il s'agit simplement d'un échange de taux d'intérêt entre la collectivité et un cocontractant, sans mouvement de capital. Ce contrat permet de se protéger contre deux situations :

- protection contre la baisse des taux (swap receveur taux fixe) : en présence d'un emprunt à taux fixe élevé accompagné d'une indemnité actuarielle excluant ainsi tout remboursement anticipé, il peut être opportun de transformer ce prêt à taux fixe en un prêt à taux variable.

- protection contre la hausse des taux (swap payeur taux fixe) : en cas de hausse des taux variables, il peut être opportun de transformer un emprunt à taux variable en un emprunt à taux fixe.

- de figer un taux avec les contrats d'accord de taux futur ou FRA et les contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD.

- de garantir un taux avec les contrats de garantie de taux plafond ou CAP, et les contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, ainsi que le contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher, c'est-à-dire un tunnel de taux ou COLLAR.

Sont autorisées les opérations de couverture sur les contrats constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur les exercices à venir et qui seront inscrits en section d'investissement du budget.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 30 années. En toute hypothèse, la durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être ceux communément utilisés sur le marché financier.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la consultation d'au moins deux établissements financiers.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

3. Des produits de trésorerie :

Le Maire pourra souscrire, pour les besoins de trésorerie de la Ville de Montivilliers, une ligne de trésorerie pour un montant maximum de 1 500 000 €.

Les index de référence de la ligne de trésorerie pourront être :

- l'Eonia et ses dérivés (TAM, TAG, T4M),
- l'Euribor,

Les commissions et/ ou les frais ne pourront excéder 1 % du montant de la ligne de trésorerie.

4. Conditions d'information de l'assemblée délibérante

L'assemblée délibérante est tenue informée de chaque contrat conclu lors de la séance suivant la réalisation de l'opération dans les conditions requises par les textes applicables.

Une annexe est jointe au compte administratif ainsi qu'au budget primitif de chaque exercice suivant la date de conclusion du ou des contrats, présentant les caractéristiques de chaque contrat, le montant des éléments de dette couverts et les pertes et profits constatés sur chaque opération.

- **D'autoriser**, le Maire à signer tous les actes et documents nécessaires à cet effet,

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 13/10/2023

Reçu en préfecture le 13/10/2023

Publié le 13/10/2023

ID : 076-217604479-20231010-M_DL231009_135-DE



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » www.telerecours.fr

ois suivant sa

ante :